



Erythrée

Enquête sur Naizghi Kiflu, l'éminence grise du dictateur

Mai 2008

Enquête : Léonard Vincent
Bureau Afrique

Reporters sans frontières

47, rue Vivienne - 75002 Paris

Tél : (33) 1 44 83 84 76 - Fax : (33) 1 45 23 11 51

E-mail : afrique@rsf.org

Web : www.rsf.org

L'homme qui a ordonné les grandes rafles de septembre 2001 en Erythrée vit paisiblement à Londres et fait soigner ses reins malades aux frais de la Sécurité sociale britannique. Naizghi Kiflu, ministre de l'Information du gouvernement érythréen à l'époque où celui-ci a pris le visage de la plus impitoyable dictature d'Afrique, n'a pourtant pas échappé à la soif de justice d'Erythréens exilés. En décembre 2005, Elizabeth Chyrum, une militante érythréenne des droits de l'homme aujourd'hui en exil au Royaume-Uni, avec l'aide de Redress, une organisation britannique qui soutient les victimes d'actes de torture afin d'obtenir réparation en justice, a demandé au gouvernement britannique d'ouvrir une enquête et de poursuivre cet homme qui inspire la terreur à la plupart de ses compatriotes. Mais qui jouit pourtant, en toute légalité, d'une vie confortable dans sa maison bourgeoise de Gloucester Road, dans le quartier de Haringey, dans le nord de Londres.

D'une affaire policière à un scandale moral

Dès 2005, la police britannique a pris l'alerte au sérieux. Trois Erythréens, témoins directs du rôle joué par Naizghi Kiflu dans l'appareil répressif gouvernemental, ont été entendus sur ordre de la section antiterroriste du Crown Prosecution Service, en 2006 et 2007. Les enquêteurs se sont déplacés dans plusieurs pays d'Europe pour recueillir les souvenirs de ces citoyens érythréens en exil, victimes directes ou témoins oculaires des agissements du ministre et conseiller présidentiel, lors de sa longue carrière politique. Avec un dossier suffisamment solide, Naizghi Kiflu aurait pu être poursuivi en vertu de l'article 134 du Criminal Justice Act de 1988, qui sanctionne la pratique de la torture, quels que soient la nationalité de l'accusé et le lieu où les faits ont été commis. Condamné, il aurait pu purger une peine de réclusion à perpétuité.



Mais ces trois récits, aussi circonstanciés et précis qu'ils soient, n'étaient apparemment pas encore suffisants pour faire comparaître le conseiller spécial du président érythréen devant un tribunal. "La police m'a dit qu'elle considérait que le dossier n'était pas suffisamment étoffé pour renvoyer l'affaire, mais n'a jamais accepté de l'écrire noir sur blanc", déplore Elizabeth Chyrum. Les enquêteurs en charge de l'affaire n'ont pas souhaité répondre aux questions de Reporters sans frontières, mais ont redirigé l'organisation vers le service de presse de la police.

"Puisque nous ne pouvons pas faire de Naizghi Kiflu une affaire judiciaire, nous pouvons au moins en faire une affaire morale", clame Elizabeth Chyrum. "Que cet homme vive désormais entouré par des gens qui savent qu'il est un criminel !" C'est précisément pour assouvir sa soif de justice envers l'un des dignitaires les plus redoutés du régime érythréen que cette militante a choisi de faire publier par plusieurs sites Internet érythréens réputés, le 1er mai 2008, un long rapport détaillant les différentes étapes de son combat contre celui qui est devenu, au fil des ans, sa bête noire.

Naizghi Kiflu est, de fait, un homme de l'ombre de l'un des gouvernements les plus brutaux et paranoïaques du monde. Il est toujours le conseiller spécial du président Issaias Afeworki, avec lequel il se montre en public. A Londres, il participe aux réunions organisées par le parti unique et la presse officielle érythréenne le présente toujours comme un

ministre en exercice. Il reste que cet homme en apparence respectable, voisin sans histoire d'une rue paisible de la banlieue londonienne, patient régulier d'un hôpital public, a été au cœur de l'un des épisodes les plus noirs de l'histoire récente de l'Afrique.

L'éminence grise du dictateur

Le matin du mardi 18 septembre 2001, le téléphone a sonné dans le bureau du journaliste Semret Seyoum. Quelques heures plus tôt, les grandes rafles politiques avaient commencé. Le gouvernement érythréen, sous l'autorité du président Issaias Afeworki et de son ministre de l'Information, Naizghi Kiflu, venait d'ordonner la neutralisation de toutes les figures de l'aile réformiste du parti au pouvoir et l'interdiction de la vibrante presse privée qui animait, jusqu'à ce jour, les rues d'Asmara. A l'aube, la police avait procédé aux premières arrestations. Depuis son exil suédois, le cofondateur de l'hebdomadaire Setit, le plus lu du pays, se souvient aujourd'hui de ce matin qui a marqué un tournant dramatique dans l'histoire du plus jeune pays d'Afrique. "J'ai immédiatement décroché. C'était une voix d'homme que je ne connaissais pas. Il a dit : 'Préparez-vous à la longue marche vers l'exil, les amis !' et il a raccroché. Je suis resté sous le choc."

Tous les journaux d'Asmara ont reçu l'ordre de cesser de paraître. Le week-end suivant, les descentes de police aux domiciles des journalistes ont commencé. Aujourd'hui, au moins seize d'entre eux ont disparu dans les geôles du pays. Quatre, dont l'un des partenaires de Semret Seyoum, le dramaturge Fessehaye Yohannes, dit "Joshua", sont morts en détention, selon des témoins ayant fui le pays. Leurs corps n'ont jamais été rendus à leurs familles. Ils sont sans doute enterrés derrière le bâtiment de l'administrateur du camp pénitentiaire de haute sécurité d'Eiraeiro, dans une région montagneuse et désertique du nord-est du pays, selon un témoin rencontré début 2008 par Reporters sans frontières.

Deux hommes sont considérés comme les "cerveaux" de cette opération de nettoyage politique d'une brutalité extrême. Le premier, Issaias Afeworki, est un ancien guérillero devenu, dans le maquis, le chef de l'Eritrean People's Liberation Front (EPLF), puis le premier président du pays. Il est aujourd'hui son chef tout-puissant. Le deuxième est Naizghi Kiflu, conseiller spécial du président et actuel ministre des Affaires intérieures (Local Government), après avoir occupé divers postes dans l'appareil politique et sécuritaire du pays.

Erythrée : histoire d'une guerre de libération

Annexée par l'Italie coloniale en 1890, puis occupée en 1941 par les forces britanniques combattant les troupes mussoliniennes, l'Erythrée demeura sous la tutelle de Londres jusqu'en 1952. Dans une décision controversée, l'ONU décida cette année-là de fédérer l'Erythrée et le "grand frère" éthiopien, tout en accordant au petit pays bordant la mer Rouge un statut d'entité autonome. En 1962, le gouvernement éthiopien de l'empereur Haïlé Selassié annexa l'Erythrée, alors que la contestation indépendantiste prenait de l'ampleur. La répression éthiopienne déclencha une guerre de libération nationale, menée par l'Eritrean Liberation Front (ELF), mouvement issu de la communauté musulmane, soutenu par l'Egypte nasseriste et le Soudan. En 1970, les divisions au sein de l'ELF entraînent la création d'un groupe à tendance marxiste prenant la direction de la lutte : l'Eritrean People's Liberation Front (EPLF), cofondé par Issaias Afeworki (actuel président de la République d'Erythrée). Parallèlement à la guerre contre l'Éthiopie, les affrontements fratricides de ces deux mouvements ont fait plus de trois mille morts. A partir de la fin des années 70, la dictature au pouvoir à Addis-Abéba, dont le colonel Mengistu, dit "le Négus rouge", a pris la tête en 1974, déclare la guerre totale aux rebelles érythréens. L'ELF est alors décimé. La rébellion menée par l'EPLF, devenu une armée populaire, régulière et disciplinée, extrêmement bien implantée dans la société érythréenne, parvient à contrôler progressivement l'ensemble du pays. En juillet 1990, un gouvernement provisoire est mis en place, dont la direction est confiée à Issaias Afeworki. Cette victoire est parachevée par le oui massif des Erythréens (99%) en faveur de l'indépendance, lors du référendum d'autodétermination organisé en avril 1993. L'indépendance est proclamée le 24 mai 1993, dans la liesse générale.

Dans l'ombre de l'appareil sécuritaire

Engagé au sein de l'EPLF en 1971, il a été son représentant en Algérie jusqu'à la fin des années 80. "C'est à lui qu'Issaias Afeworki avait confié la tâche de défendre le mouvement, à l'intérieur comme à l'extérieur, quel qu'en soit le prix", explique Elizabeth Chyrum. Dans les dernières années de la guerre de trente ans que les combattants érythréens ont menée contre l'occupant éthiopien, il était en charge de la sécurité de l'EPLF. Ce cadre de la guérilla est devenu le numéro deux du Halewa Sewra, la brigade des gardiens de la révolution, l'organe de l'EPLF chargé de protéger le mouvement de l'intérieur. Ministre adjoint aux Affaires intérieures après l'indépendance, c'est à lui qu'Issaias Afeworki confie "l'épuration" qui suit la reconnaissance internationale, en mai 1993.

A l'époque, les prisons, vidées des combattants de l'EPLF, se sont remplies de tous ceux qui étaient soupçonnés, à tort ou à raison, d'avoir été proches des Ethiopiens ou pas assez zélés dans la guérilla. "J'étais incarcéré depuis trois ans dans le camp d'Adi Quala, dans le sud du pays, lorsqu'un jour, Naizghi Kiflu est arrivé et a ordonné le rassemblement de tous les détenus", raconte à Reporters sans frontières un ancien prisonnier, aujourd'hui en exil et souhaitant conserver l'anonymat par peur des représailles. "Il a alors lancé à tout le monde que nous allions connaître nos condamnations." Aucun d'entre eux n'avait été jugé, mais Naizghi Kiflu a affirmé que le gouvernement faisait ce qu'il voulait, y compris "tuer ou enterrer les détenus à sa guise", continue-t-il. "Il a séparé les prisonniers en trois groupes. Il a alors lu les noms des détenus du premier groupe et leur a annoncé qu'ils étaient condamnés à la peine capitale, mais qu'ils pouvaient remercier le président Issaias Afeworki, qui avait commué leur peine en réclusion à perpétuité." Les détenus du deuxième groupe, selon le même rituel et en évoquant la même mansuétude présidentielle, ont été condamnés à quinze ans de prison, "à compter de ce jour", alors que la plupart d'entre eux étaient déjà incarcérés depuis plusieurs années. Les détenus du troisième groupe, dont faisait partie l'ancien prisonnier qui s'est confié à Reporters sans

frontières, ont été condamnés à des peines de huit, neuf ou dix ans de prison. "Naizghi nous a expliqué que ces décisions ne souffraient aucune contestation. Il se tenait à un mètre cinquante de moi, je le revois très bien, comme je revois ces gens qui sont morts durant leur détention. Certains sont morts de malnutrition, comme un jeune homme de 18 ans nommé Girmay. D'autres, faute de soins."

Ambassadeur en Russie, puissance fournisseuse d'armes durant la deuxième guerre avec l'Éthiopie (1998-2000), Naizghi Kiflu est nommé ministre de l'Information en août 2001, quelques semaines avant le "mardi noir" qui va détruire la presse libre, la vie artistique, l'opposition modérée et la société civile érythréennes. "Sa nomination était un signe avant-coureur que quelque chose de terrible allait se passer", raconte le directeur de l'un des journaux interdits, qui a souhaité lui aussi garder l'anonymat. "Nous sentions tous que c'en était fini de la liberté de la presse en Érythrée avec des assassins comme Naizghi."

Les premiers coups de semonce n'ont pas tardé. Peu après sa nomination à la tête du ministère de l'Information, Naizghi Kiflu a convoqué l'ensemble des responsables des journaux dans son bureau et leur a intimé l'ordre de lui soumettre leurs déclarations d'impôts et leurs livres de comptes, faute de quoi ils devraient fermer. Les services comptables ne disposaient que de quelques jours pour mettre leurs papiers en ordre. Ce subterfuge légal n'a pas été utilisé, en fin de compte, pour en finir avec eux. Une décision du Président et de son conseiller spécial, puis des rafles de police, ont suffi.

A cette époque, Naizghi Kiflu n'était pas un inconnu à Asmara. Il n'était pas non plus un personnage public. "Je ne l'avais jamais vu, mais beaucoup de monde m'avait mis en garde contre lui, y compris des membres du parti", se souvient l'ancien directeur de journal. "Des vétérans de la guerre d'indépendance m'ont raconté qu'il était le bras armé d'Issaias depuis les années 70 et que le Président l'avait envoyé en Europe et en Amérique pour intimider ou éliminer ses opposants." Le passé de combattant de Naizghi Kiflu est en effet semé de zones d'ombre, qui font frémir ses anciens compa-

gnons d'armes. Pendant la guerre, les règlements de comptes étaient fréquents au sein des mouvements indépendantistes, y compris dans la diaspora. La plupart des Erythréens aujourd'hui en exil désignent Naizghi Kiflu comme l'exécutant ou le commanditaire de plusieurs de ces "morts mystérieuses" qui ont ponctué l'histoire de la résistance nationale érythréenne. Comme celle de Mengistab Isaac, un leader étudiant "suicidé" à New York en 1979 dans des circonstances étranges, alors que son mouvement critiquait de plus en plus ouvertement la "culture non démocratique" de la direction de la guérilla. "Bien sûr, c'est invérifiable, mais je ne connais pas un seul de mes compatriotes qui ne tient pas Naizghi Kiflu pour responsable de ces crimes", martèle Elizabeth Chyrum.

1993-2008 : Guerre frontalière et virage totalitaire

A peine l'indépendance célébrée, le parti au pouvoir, rebaptisé Front populaire pour la démocratie et la justice (PFDJ), tourne le dos à ses orientations marxistes et tente de reconstruire le pays. Mais il est parfois mal accepté, notamment par les membres de la communauté musulmane et les anciens combattants, revenus, indigents, à la vie civile. Le pouvoir central devient de plus en plus autoritaire. La Constitution n'est pas appliquée, les élections reportées. En 1998, une guerre meurtrière (100 000 morts) éclate avec l'Éthiopie en raison du tracé de la frontière. L'arrêt des hostilités est signé en 2000, mais les mécontentements liés à la gestion d'une guerre jugée absurde et à la radicalisation du régime se multiplient. Un nombre croissant d'Erythréens réclament plus de libertés. Le 18 septembre 2001, le chef de l'État et ses plus proches alliés répondent à ces demandes en lançant la police aux trousseaux de l'aile réformiste du parti au pouvoir. D'anciens compagnons d'armes, des ministres et leurs conseillers, ainsi que des généraux influents sont jetés en prison. La poignée de journaux indépendants qui paraissaient à Asmara sont "suspendus". Leurs directeurs sont incarcérés. Toute critique du régime est désormais taxée d'"atteinte à la sécurité nationale".

Ses anciens compagnons d'armes au sein du parti unique, rebaptisé le People's Front for Democracy and Justice (PFDJ) après l'indépendance, ont le même point de vue. "Le parti comptait sur Naizghi Kiflu chaque fois

qu'il y avait un travail de destruction à faire. Il était l'homme des sales boulots", raconte un ancien haut responsable du PFDJ, aujourd'hui réfugié en Europe et souhaitant témoigner sous couvert de l'anonymat. "Mais quand un homme donne l'ordre d'emprisonner ses propres camarades, qui se sont battus à ses côtés pendant plus de la moitié de sa vie, cela dit beaucoup de choses sur son indifférence pour l'humanité, sa brutalité et son sang-froid."

"La première fois que je l'ai vu, c'était en juillet 2001, alors que je buvais un verre avec des amis dans un hôtel du centre-ville d'Asmara", raconte l'ancien directeur de journal, qui n'a pas de mots assez durs envers celui qu'il qualifie de "boucher". "Il s'est approché de nous et nous a lancé : 'Si vous n'arrêtez pas vos conneries, je vous couperai la langue et les mains'." Parmi les convives, ce jour-là, se trouvait Medhanie Haile, rédacteur en chef adjoint et cofondateur de l'hebdomadaire Keste Devena. Deux mois plus tard, un matin de ce sinistre mois de septembre 2001, ce jeune homme de 33 ans a été arrêté. Selon d'anciens gardes ayant fait défection en Éthiopie, il est mort en février 2006, dans la cellule numéro 8 du bagne d'Eirairo, où les prisonniers sont détenus dans des conditions inhumaines.

L'homme des arrestations arbitraires

Le conseiller spécial d'Issaias Afewerki n'a pas pour autant pris sa retraite, une fois l'Erythrée débarrassée de l'opposition et de la presse. Sa carrière politique l'a mené à conduire la répression contre les Églises et les groupes religieux, accusés d'être des foyers d'insurrection et d'entretenir des réseaux de déserteurs. En mai 2002, le PFDJ a décrété l'interdiction de 36 Églises ou groupes religieux, fermant leurs lieux de culte et emprisonnant les prêtres, les pasteurs et les fidèles non reconnus par l'État. Selon Amnesty International, "des dizaines de membres de ces Églises interdites ont été arrêtés en 2002 pour avoir tenu des commémorations religieuses à leur domicile, dans des mariages ou pour avoir publiquement évoqué leur foi. Ils ont été conduits au commissariat, dans des prisons de haute sécurité ou des camps militaires,

souvent torturés ou menacés afin de les contraindre à signer une déclaration reniant leur foi en échange de leur libération." L'organisation internationale recense actuellement environ 2000 cas de détentions arbitraires dans le cadre de cette politique de répression systématique.

Le cas le plus célèbre est celui de la chanteuse de gospel Helen Berhane, membre de l'Eglise évangélique Rema, libérée en novembre 2006 après dix-sept mois de détention dans un conteneur en métal de transport maritime, dans le camp pénal de Mai Serwa, au nord de la capitale. Torturée régulièrement, frappée quotidiennement, cette jeune femme a témoigné des sévices qu'elle a subis en détention et qui la contraignent encore aujourd'hui à se déplacer appuyée sur des béquilles. Peu après sa libération, elle a pu fuir vers le Soudan où elle a vécu clandestinement, et où Reporters sans frontières l'a rencontrée, avant que le Danemark lui accorde l'asile politique, fin 2007.

Au sein du gouvernement, l'homme qui a mené l'opération de destruction des Eglises est Naizghi Kiflu. Le 15 mai 2002, celui qui occupait alors le bureau du ministre de l'Information et de la Culture à Asmara, a convoqué les pasteurs et les principaux responsables des groupes spirituels encore actifs dans le pays. Il les a avertis qu'ils n'avaient "aucun droit d'opérer en Erythrée", puisqu'ils n'étaient "pas enregistrés", selon un témoin de la réunion interrogé par Reporters sans frontières. Naizghi Kiflu ne leur a pas expliqué quelle était la marche à suivre pour être reconnus par le gouvernement, mais il les a prévenus que leur conversation était enregistrée et qu'il était de leur responsabilité de "prendre garde à ce qu'ils disaient". Peu après, les menaces devenaient des réalités. Kiflu Gebremeskel et Haile Naizghi, pasteurs de l'Eglise pentecôtiste Mulu Wengel, et Tesfatsion Hagos, pasteur de l'Eglise évangélique Rema, ont disparu dans les geôles érythréennes depuis leur arrestation, en mai 2004.

Grand ordonnateur du ministère de l'Information, il a continué à faire régner sa loi sur les journalistes qui ont échappé aux purges de 2001. "Naizghi est quelqu'un d'agressif, qui inspire la peur. Il donne des

ordres sans aucune raison apparente", raconte un ancien employé du ministère de l'Information, aujourd'hui réfugié en Europe. Un journaliste des médias publics en a fait l'amère expérience en 2002, après avoir publié un livre sur l'histoire des combattants de l'indépendance. Il avait pourtant pris l'initiative d'aller préalablement en parler au "patron" du ministère. Entré dans une terrible colère contre son employé insolent, Naizghi Kiflu lui a ordonné de se rendre à la cafétéria et de ne pas en bouger. Terrorisé, le journaliste s'est exécuté et a attendu de longues minutes, avant que deux agents des services de sécurité ne viennent l'arrêter et le conduisent en détention, où il est resté plus de deux mois, sans jugement et sans contact avec l'extérieur.

Mais des problèmes de santé ont fini par contrarier la carrière ministérielle de Naizghi Kiflu. Sous dialyse depuis plusieurs années, le dignitaire a retrouvé début 2005 sa femme et ses enfants, installés à Londres depuis des années, muni d'un passeport ordinaire, agrémenté d'un "Indefinite Leave to Remain", le titre de séjour illimité au Royaume-Uni délivré aux réfugiés politiques. Ce titre de séjour lui permet d'entrer et de sortir du territoire britannique à sa guise, pour mener sa carrière politique sans tracasseries administratives. Mais le conseiller spécial du président érythréen avait-il lu la lettre accompagnant, en théorie, la délivrance d'un tel titre de séjour ? Celle-ci stipule en effet que le détenteur "doit comprendre" qu'il peut être expulsé "si, durant son séjour au Royaume-Uni", celui-ci "était impliqué, par exemple, dans le soutien ou l'incitation à la violence, la conspiration en vue de provoquer des actes de violence, au Royaume-Uni ou à l'étranger, de sorte qu'il existe un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public". ("You should fully understand, however, that if during your stay in the United Kingdom you take part in activities involving, for example, the support for encouragement of violence, or conspiracy to cause violence, whether in the United Kingdom or abroad, so as to endanger national security or public order, the Secretary of State may deport you".) Interrogé par Reporters sans frontières au sujet du statut exact de Naizghi Kiflu au Royaume-Uni, le Foreign and Commonwealth Office a expliqué que cette information était

confidentielle, en vertu du principe de la protection des données personnelles.

Dès lors, Naizghi Kiflu, tout en continuant de retourner en Erythrée pour des réunions politiques ou des manifestations publiques, ou de voyager en compagnie du président Issaias Afeworki, s'est mêlé à la vie paisible de la banlieue londonienne où il réside. Selon l'enquête menée par Elizabeth Chyrum, il se fait soigner dans un hôpital public de la capitale britannique, tout en bénéficiant de la couverture financière du National Health Service (NHS), la Sécurité sociale britannique.

Conclusion et recommandations

La diaspora érythréenne, partagée entre les supporters d'un régime toujours vu comme libérateur et les victimes de ses exactions, est l'un des piliers du gouvernement d'Asmara. Quasiment aussi importante que la population vivant à l'intérieur des frontières de l'Erythrée, elle fournit un appui politique et économique déterminant au gouvernement. Tous les citoyens vivant à l'étranger sont contraints de verser 2% de leurs revenus à l'ambassade d'Erythrée de leur pays, faute de quoi il leur est interdit de retourner sur leur terre natale, d'y posséder un bien quelconque ou d'y envoyer des colis. Et les innombrables festivals, concerts, séminaires et autres conférences organisés par le gouvernement érythréen ou le parti unique à l'étranger leur permettent de compter leurs troupes, mais aussi de repérer leurs adversaires. La terreur régnant à l'intérieur des frontières trouve ainsi, grâce à l'apathie des démocraties qui ont accordé leur protection à de nombreux Erythréens en fuite, une extension très efficace. Au point que la plupart des témoins interrogés par Reporters sans frontières exigent que leur anonymat soit préservé, par mesure de sécurité, alors même qu'ils vivent à l'étranger.

C'est pourquoi le confortable séjour britannique d'un baron de l'une des dictatures les plus brutales du monde pose une série de questions aux autorités de Londres. Il leur appartient de tirer les conséquences de cet épisode et de fournir les explications qui conviennent à l'opinion publique, ainsi qu'aux Erythréens victimes du pouvoir despotique d'Issaias Afeworki et de ses proches collaborateurs, dont Naizghi Kiflu est l'un des plus importants.

Il reste que la question des prisonniers disparus dans les geôles érythréennes ne peut pas être ignorée par les Etats liés à Asmara par des traités et des accords bilatéraux, dans lesquels l'exigence du respect des droits de l'homme est inscrite noir sur blanc. Une série de mesures politiques, à la fois symboliques et pratiques, sont à même d'exercer une pression efficace sur le gouvernement d'Asmara pour que le plus jeune pays d'Afrique puisse enfin respirer, après des années d'étouffoir. C'est pourquoi Reporters sans frontières recommande :

- Au prochain Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement d'interdire de visa les membres du gouvernement érythréen et les commandants de l'armée érythréenne sur le territoire européen jusqu'à la libération des prisonniers politiques, et notamment des journalistes illégalement maintenus en détention ;
- Aux démocraties comptant une forte communauté érythréenne (USA, Allemagne, Royaume-Uni, Suède, etc.) de convoquer l'ambassadeur d'Erythrée dans leur pays respectif pour exprimer leur révolte devant le traitement inhumain des prisonniers politiques et demander leur libération, mais aussi pour exprimer leur inquiétude devant le climat d'intimidation entretenu dans la diaspora.